

7.1 Environnement

En 2016, la quantité de **déchets** municipaux produite en France (511 kg/habitant) est supérieure à la moyenne de l'Union européenne (UE) (483 kg/habitant). Cette quantité varie de 261 kg/habitant en Roumanie à 777 kg/habitant au Danemark. En 2014, le volume produit par l'ensemble des activités économiques est le même en France que la moyenne de l'UE (4,9 tonnes/habitant). Il est compris entre 0,9 tonne en Croatie et 24,9 tonnes en Bulgarie. L'importance des industries extractives explique en partie les différences entre les États.

En 2015, la **consommation intérieure apparente de matières** s'élève à 11,1 tonnes par habitant en France, alors que la moyenne européenne s'établit à 13,5 tonnes. Au sein de l'UE, cette consommation varie de 8,3 tonnes par habitant en Italie à 30,5 tonnes en Finlande, en raison de l'importance de l'industrie forestière dans ce pays. En France, elle a diminué de 16,3 % par rapport à 2000, une baisse supérieure à celle observée en Europe (-9,8 %). À l'inverse, dans la plupart des pays baltes et de l'est de l'Europe, cette consommation intérieure apparente de matières augmente.

En 2016, les émissions françaises de gaz à effet de serre par habitant (7,1 **tonnes équivalent CO₂**/habitant) sont inférieures de 18 % par rapport à celles de l'UE (8,7 tonnes équivalent CO₂/habitant). L'écart est légèrement moindre au niveau de l'**empreinte carbone**. En 2011, sur le seul périmètre du CO₂, celle-ci est de 7,9 tonnes de CO₂/habitant en France, contre 8,3 tonnes/habitant dans l'UE. Le **bouquet énergétique** est en grande partie responsable de ces résultats : en France, le nucléaire garde une place prépondérante, alors que la part des **énergies renouvelables** est légèrement inférieure à la moyenne européenne (16 % de la **consommation finale d'énergie** contre 17 % pour l'UE). Cinq pays ont une part d'énergies renouvelables supérieure à 30 % (Finlande, Suède, Autriche, Lettonie et Danemark), tandis que cette part est inférieure à 10 % dans sept États.

En France, comme dans l'UE, la qualité de l'air, de l'eau ou les menaces sur la biodiversité restent des défis écologiques. La mise en œuvre des normes européennes pour les émissions et les concentrations de certains polluants atmosphériques a permis une amélioration globale de la qualité de l'air, en particulier en France. Cependant, comme dix autres États membres, la France a des difficultés pour respecter l'ensemble des exigences européennes quant aux concentrations ambiantes. Plus de la moitié des masses d'eau de l'UE ne sont pas en bon état, essentiellement en raison des pollutions par les nitrates. Pour la France, les pesticides constituent un autre **paramètre déclassant**, même si leur utilisation reste dans la moyenne européenne (2,7 kg de produits par hectare de surface agricole en 2014). Parmi les nombreux indicateurs de suivi de la biodiversité, les effectifs des oiseaux communs des milieux agricoles ont diminué de 30 % entre 1990 et 2014, en France comme ailleurs en Europe.

Pour répondre aux enjeux environnementaux, les autorités publiques combinent instruments réglementaires et financiers dans leurs interventions. Le poids des taxations environnementales reste plus faible en France (2,2 % du PIB en 2016) que dans le reste de l'UE (2,4 %). Cependant, la mise en place de la taxe carbone et la fin de certaines exonérations ont contribué à réduire l'écart entre la France et l'UE entre 2011 et 2016. Dans cinq États, ces taxes environnementales dépassent 3,5 % du PIB (Danemark, Grèce, Croatie, Lettonie et Slovaquie). Pour six États, dont l'Allemagne, ces taxes environnementales sont inférieures à 2 % du PIB.

Une autre réponse possible pour les États est la **dépense de protection de l'environnement**. En 2016, la dépense des administrations publiques dans le domaine environnemental atteint 0,9 % du PIB en France, une part supérieure à celle de l'UE (0,7 %). Les dépenses publiques dans le domaine environnemental sont supérieures ou égales à 1 % à Malte, aux Pays-Bas et en Grèce. ■

Définitions

Déchets, consommation intérieure apparente de matières, tonne équivalent CO₂, empreinte carbone, bouquet énergétique, énergies renouvelables, consommation finale d'énergie, paramètre déclassant, dépense de protection de l'environnement : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

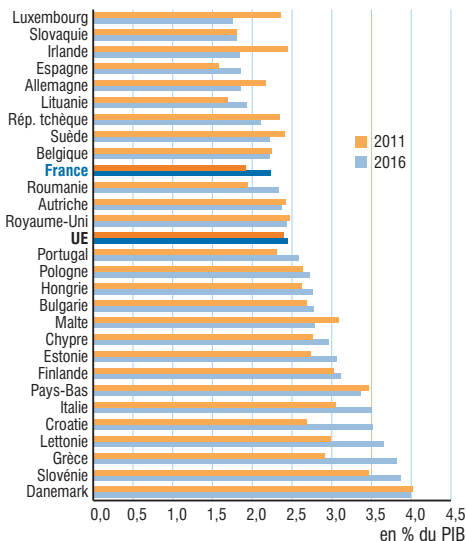
- *Les acteurs économiques et l'environnement*, coll. « Insee Références », édition 2017.

1. Principales caractéristiques environnementales

	Déchets municipaux ¹ (en kg/habitant)	Déchets des activités économiques et des ménages (en tonnes par habitant)	Consommation intérieure apparente de matières (en tonnes par habitant)	Consommation intérieure apparente de matières (base 100 en 2000)	Émissions de gaz à effet de serre par habitant (en tonnes équivalent CO ₂ /habitant)	Part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie (en %)	Dépassements des plafonds européens d'émission (en nombre de polluants concernés)
	2016	2014	2015	2015	2016	2016	2015
Allemagne	627	4,8	16,0	90,1	11,4	14,8	1
Autriche	564	6,5	20,1	93,6	9,4	33,5	0
Belgique	420	5,2	12,9	95,3	10,8	8,7	0
Bulgarie	404	24,9	21,3	151,7	8,4	18,8	2
Chypre	640	2,3	14,2	71,1	11,3	9,3	3
Croatie	403	0,9	9,7	122,0	5,9	28,3	0
Danemark	777	3,7	22,4	93,1	9,3	32,2	2
Espagne	443	2,4	8,8	58,9	7,3	17,3	0
Estonie	376	16,6	27,5	158,3	15,0	28,8	1
Finlande	504	17,6	30,5	95,8	11,1	38,7	1
France	511	4,9	11,1	83,7	7,1	16,0	0
Grèce	498	6,4	12,0	84,8	8,8	15,2	0
Hongrie	379	1,7	12,7	103,2	6,3	14,2	0
Irlande	...	3,3	20,8	76,4	13,5	9,5	0
Italie	497	2,6	8,3	53,3	7,2	17,4	0
Lettonie	410	1,3	21,5	121,7	6,0	37,2	2
Lituanie	444	2,1	15,0	149,1	7,1	25,6	1
Luxembourg	614	12,7	23,9	121,8	19,8	5,4	0
Malte	621	3,8	14,0	171,2	5,0	6,0	0
Pays-Bas	520	7,8	11,0	93,5	12,2	6,0	2
Pologne	307	4,7	16,9	119,3	10,5	11,3	0
Portugal	474	1,4	15,0	77,6	6,9	28,5	0
Rép. tchèque	339	2,2	15,9	92,9	12,4	14,9	0
Roumanie	261	8,9	27,2	311,9	5,8	25,0	0
Royaume-Uni	483	4,2	9,0	79,0	7,9	9,3	0
Slovaquie	348	1,6	12,7	126,4	7,6	12,0	1
Slovénie	466	2,3	13,3	80,2	8,6	21,3	1
Suède	443	17,2	22,6	125,5	5,6	53,8	0
UE	483	5,0	13,5	90,2	8,7	17,0	0

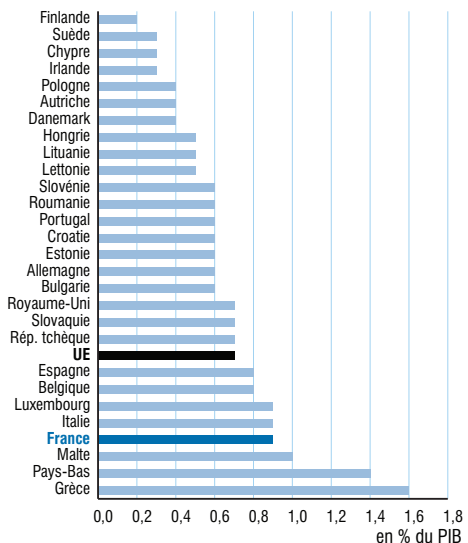
1. Hors déblais et gravats. Source : Eurostat, extraction des données en septembre 2018.

2. Ensemble des taxes environnementales en 2011 et 2016



Source : Eurostat, extraction des données en septembre 2018.

3. Dépense des administrations publiques dans le domaine environnemental en 2016



Source : Eurostat, extraction des données en septembre 2018.